

## La fin paraît inéluctable pour le site de Dornach

### SWISSMETAL.

*Le groupe va licencier jusqu'à 290 personnes à Dornach. L'unité de Reconvilier poursuit ses activités pour l'instant.*

En proie à de graves problèmes de liquidité, Swissmetal envisage de licencier 290 employés sur son site de Dornach (SO), à l'arrêt depuis lundi faute de matières premières. Le groupe métallurgique poursuit les discussions avec les banques, mais doute d'une solution favorable.

Martin Hellweg, nouveau président du conseil d'administration et ex-patron du groupe spécialisé dans les produits en cuivre et alliages cuivreux, s'est montré pessimiste sur l'avenir de Swissmetal lors d'une conférence de presse convoquée jeudi après-midi dans l'urgence. Les banquiers ne font plus confiance à Swissmetal et les chances de sauver totalement le groupe sont minces.

L'entreprise, qui emploie actuellement 626 personnes à plein temps, ne pourra s'en sortir que grâce à l'intervention d'un «chevalier blanc», a déclaré M. Hellweg, mandaté par l'investisseur principal, le fonds d'investissement Laxey. Mais il y a peu d'espoir qu'une telle solution aboutisse, selon lui. Swissmetal cherche en effet des investisseurs depuis des mois en vain.

Le plan B serait de ne préserver qu'une partie du groupe. Dans ce cas, tous les partenaires devront mettre du sien, a-t-il dit. Les négociations avec les banques battent leur plein. Ces dernières attendent toujours que la direction leur remette un plan favorable. Les fournisseurs et les clients sont aussi sollicités et toutes les options sont examinées.

Dornach est le site du groupe qui perd le plus d'argent, raison des mesures prises par les banques et la direction. Si Swissmetal venait à licencier 290 personnes, il n'y resterait plus 40 emplois.

La saisie des réserves de cuivre,

décidée lundi par une banque créancière, n'est toujours pas levée. En revanche, les banques ont accepté le maintien du fonctionnement de l'usine Boillat à Reconvilier pour l'instant, a dit M. Hellweg. Celle-ci emploie 120 personnes.

L'usine de Lüdenscheid dans le sud de l'Allemagne est financée différemment des deux sites helvétiques. Elle n'est donc pas concernée par les mesures actuelles.

Swissmetal va engager une procédure de consultation avec le comité du personnel et les syndicats pour discuter de son plan de licenciement collectif. Réunis en assemblée plus tôt dans la journée, quelque 150 employés de Dornach ont mandaté le syndicat Unia pour mener ces discussions. De son côté, Unia refuse catégoriquement les licenciements, tout comme les arguments les justifiant. Le syndicat se demande pourquoi Swissmetal n'a pas cherché à temps des solutions pour éviter la catastrophe actuelle et «depuis quand les banques ont la priorité sur les travailleurs», écrit-il en dénonçant «l'incompétence» des actionnaires et des dirigeants. Unia demande à la direction du groupe métallurgique de tout faire pour maintenir la production et les emplois sur le site soleurois. Il demande encore au gouvernement soleurois d'intervenir et de convoquer une table ronde avec les syndicats, le personnel et la direction du groupe.

Le syndicat regrette que Swissmetal ne donne aucune explication précise sur la situation actuelle. Interrogé lors de la conférence de presse, Martin Hellweg n'a pas voulu chiffrer l'endettement actuel du groupe.

Unia est convaincu que les emplois pourraient être maintenus si la direction de Swissmetal «arrêtait le chaos qu'elle a elle-même engendré». Selon lui, une réduction de l'horaire de travail permettrait de surmonter la crise actuelle. L'entreprise se débat depuis des années dans les problèmes financiers. — (ats)

## Le groupe Merck Serono féminise sa direction

*Le laboratoire genevois a nommé deux femmes venant de grands groupes pharmas à des places stratégiques.*

Merck Serono renforce sa direction en créant deux nouveaux postes. Le laboratoire genevois spécialisé dans les biotechnologies, qui fait l'objet de rumeurs de restructuration, a nommé deux femmes venant de grands groupes pharmaceutiques à des places stratégiques.

Belen Garijo, vice-présidente pour les opérations pharmaceutiques en Europe du groupe français Sanofi depuis 2006, rejoint Merck Serono pour devenir responsable des opérations (COO), a indiqué la société genevoise jeudi. Elle se chargera des opérations commerciales et du marketing au niveau mondial. Quant à Annalisa Jenkins, vice-pré-

sidente pour les affaires médicales chez Bristol-Myers Squibb, elle a été nommée responsable du développement et du médical. Les deux nouvelles directrices, basées à Genève, seront rattachées directement au patron de Merck Serono Stefan Oschmann. Elles entreront en fonction début septembre.

Elles mettront à profit leur expérience pour conduire Merck Serono «à travers les changements nécessaires pour assurer un succès durable», explique M. Oschmann, dans le communiqué. La filiale genevoise du groupe pharmaceutique et chimique allemand Merck, anciennement contrôlée par la famille Bertarelli, fait face à des problèmes. — (ats)

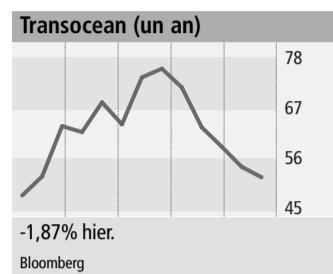
# Malentendus à répétition sur un blue chip surexposé

**TRANSOCEAN.** La plus grande société de forage offshore du monde se trouve dans un nouveau creux.

PHILIPPE REY  
ZURICH

Le groupe américano-suisse, Transocean a connu une forte volatilité durant sa première année de cotation sur le marché suisse des actions à partir d'avril 2010. A plus de 90 francs juste après son introduction sur le SIX Swiss Exchange, l'action Transocean est retombée dans un nouveau creux de la vague situé aux alentours de 50 francs, le même niveau que celui provoqué par l'accident dans le golfe du Mexique à fin avril 2010. Sa capitalisation boursière se monte ainsi à 17 milliards de francs, soit un peu plus de 19 milliards de dollars. Cette valorisation boursière paraît tout à fait raisonnable, étant donné le positionnement et la stratégie de développement de ce groupe, son avantage compétitif et sa situation financière. Assurément, ce groupe n'est pas dénué de risques, mais ils sont surmontables, comme le montre encore l'incident survenu sur une plate-forme au Ghana, où une voie d'eau a provoqué l'évacuation d'une partie du personnel. Un peu plus d'un an après l'explosion de la plate-forme de forage pétrolier Deepwater Horizon exploitée par BP.

Steven L. Newman, CEO du groupe, a souligné à plusieurs re-



prises en 2011 l'avantage compétitif de Transocean, en particulier lors de l'assemblée générale en mai dernier à Cham en Suisse. Transocean a non seulement la plus large flotte de plateformes, notamment auto-élévatrices, dans le monde, mais aussi tenue pour l'une des plus modernes et des plus polyvalentes du fait de sa spécialisation dans des segments du forage offshore qui sont très exigeants sur le plan technique. Ses ressources humaines, avec leurs spécialistes et leur expérience est décrite comme la meilleure. Les capacités techniques du groupe sont inégalées, selon Steven Newman. Avec des gens qui ont mené des opérations dans des environnements difficiles ainsi que dans des projets éloignés et complexes. L'expérience opérationnelle et les capacités techniques sont deux fondements de cet avantage. Transocean possède une masse critique sur ses marchés clés dans le monde, qui lui

procure une présence et une infrastructure locales. Les compétences locales lui permettent d'avoir de fortes relations, à l'image par exemple des transitaires tels que Kuehne & Nagel et Panalpina. Les fortes relations avec ses clients dans le golfe du Mexique ont justement permis à Transocean de préserver les commandes et de surmonter les incertitudes du redressement dans cette région.

L'approche de portefeuille prise par Transocean pour gérer sa flotte crée une visibilité et prévi-

sibilité financières en raison du carnet de commandes à honorer. 24,6 milliards de dollars de commandes conclues et un cash-flow libre courant de 11,4 milliards dans ce cadre d'ici 2019. Ce qui correspond à 1,4 milliard de dollars en moyenne par an. La valeur actualisée nette des flux futurs de trésorerie fera plus que satisfaire la dette du groupe, laissant ainsi à ce dernier une grande flexibilité pour retourner du cash flow aux actionnaires sous la forme de dividendes et rachats d'actions. ■

## La caution John Paulson

**Le plus gros actionnaire de Transocean est actuellement Paulson & Co, du nom de son célèbre gérant de hedge funds, John Paulson, avec une part proche de 8% des actions en circulation. Selon la situation à fin mars 2011, divulguée par Bloomberg. Il est suivi, par importance de taille de la participation, par Fidelity (7,2%), Carmignac Gestion (2,8%), Franklin Resources (2,7%), Davis Selected Advisers (2,1%). Ce sont tous des value investor, à des degrés divers. Tous ces investisseurs ont effectué leur propre analyse, en étant indépendants. Certains sont d'ailleurs actionnaires de cette entreprise depuis plusieurs années. Ce qui est un signe positif. Stricto sensu, du point de vue de la valorisation actuelle, Transocean n'apparaît pas trop cher, sur la base des prévisions de cash-flows libres découlant de son portefeuille de contrats existant. Par ailleurs, son taux d'autofinancement est supérieur à 50% (58,3% à fin mars 2011). Le taux de change dollar/franc suisse peut cependant peser sur la capitalisation boursière exprimée en francs de Transocean, si le billet vert continue à baisser. (PR)**

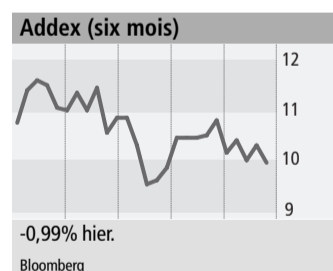
# Addex contraint d'adapter sa structure organisationnelle

### BIOPHARMA.

*Le groupe genevois licencie un quart de ses effectifs et réfléchit à d'autres mesures de réductions des coûts. L'objectif est de les abaisser de 8 millions par an dès 2012.*

Addex adapte ses structures. Jamais complètement rétabli de la perte d'enthousiasme post-crise financière des investisseurs pour le secteur biopharmaceutique, le groupe genevois a annoncé hier sa volonté d'économiser environ 8 millions de francs par année. Et ce dès 2012.

Le management prévoit de supprimer jusqu'à 25% des effectifs actuels. Cette mesure devrait donc concerner environ vingt-cinq collaborateurs, puisque selon le dernier rapport annuel de la société, cent-dix personnes travaillaient pour elle à fin 2010. «C'est un nombre maximum, précise au téléphone Chris Maggos, responsable de la communication. Il y aura quelques départs volontaires pour lesquels les postes ne seront pas remplacés». Comme l'exige le cadre légal, une procédure de consultation est ou-



verte pour les collaborateurs de Plan-Les-Ouates. Et Addex de renvoyer à plus tard, lorsque les propositions des employés auront été entendues par la direction. Durant le délai convenu de deux semaines, le management travaillera plus spécifiquement aux contours précis de cette restructuration. Il en fera publiquement part en temps voulu, annonce le communiqué diffusé en matinée.

Cette décision a été prise par le conseil d'administration afin d'assurer le développement d'un portefeuille de produits jugé solide et d'optimiser l'utilisation du bilan et du capital, poursuit Addex. Cité dans le document, le directeur financier Tim Dyerwill indique que ce redimensionnement permettra de «garantir un financement» jusqu'à fin 2013. «Les pertes d'emplois sont regrettables. Mais l'avenir de la société est ainsi mieux sécurisé», explique notamment le CFO, souvent considéré

comme un personnage central dans le récent développement de l'entreprise.

Hormis les ressources humaines, d'autres sources de dépenses seront également réallouées, explique le porte-parole Chris Maggos, ajoutant toutefois qu'il serait prématuré de détailler ces démarches pour l'instant.

Sur le plan stratégique en tout cas, rien de particulièrement nouveau n'a été annoncé. Toujours dans le communiqué, Addex explique vouloir maintenir ses priorités: la recherche et le développement dans des thérapies permettant de traiter les maladies du système nerveux central, les maladies inflammatoires et du métabolisme. Le groupe va en outre poursuivre sa recherche de nouveaux partenaires stratégiques. Notamment pour le produit candidat mGluR, le récepteur GLP-1, la famille de récepteurs TNF, interleukine et tyrosine.

En avril dernier, le CEO d'alors Vincent Mutel avait pointé un type d'incompréhension entre le modèle du groupe et le marché,

entre l'approche biopharma de type industriel que revendique Addex et des investisseurs focalisés sur les entrées de cash. L'an dernier, la perte nette de la société s'est élevée à 33,6 millions de francs, contre 42,7 millions de francs en 2009. En septembre 2010, le fonds d'investissement californien Biotechnology Value Fund (BVF) s'est engagé à hauteur de 20 millions de francs, portant ainsi à 260 millions de francs le total des capitaux levés par Addex depuis sa création en 2002. Dans nos colonnes, Vincent Mutel, l'un des créateurs de la société, avait également souligné l'importance de la maîtrise des coûts. Une approche qui, selon lui, différencie Addex des modèles plus traditionnels dans la biopharma. Il a visiblement été entendu sur ce point. Sauf que la phase d'allègement à venir se fera sans lui, puisque son départ de la société a été annoncé au début du mois de juin dernier. La direction est depuis assurée par le président du conseil d'administration, André Müller. (SP)

«L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ EST AINSI MIEUX SÉCURISÉ.» LE CFO TIM DYERWILL INDIQUE QUE CE REDIMENSIONNEMENT PERMETTRA DE GARANTIR UN FINANCEMENT JUSQU'À FIN 2013.